

## Vers la fin du café Arabica en pays Bamiléké (ouest du Cameroun) ?

Emil Hacheu Tchawe

**D**ans l'Ouest du Cameroun, la récession économique de la fin des années 80 a accéléré le bouleversement du système de culture et de production dans les exploitations caféières bamilékés. La fin des accords internationaux sur le café, en 1989, suivie par l'effondrement des cours sur le marché mondial et l'incapacité des structures nationales de stabilisation à amortir le choc, s'est traduite par une baisse des prix versés aux producteurs, estimée à 47 % entre les campagnes 1987-1988 et 1988-1989. À partir de 1990, la baisse continue de la production a révélé les limites du modèle de développement économique fondé sur la production d'une seule culture d'exportation fortement dépendante des intrants. La détérioration de la qualité de l'Arabica camerounais, après la libéralisation de la commercialisation du café, et la fin du monopole de l'Union des coopératives agricoles de l'Ouest (UCCAO) à partir de 1993 ont provoqué la marginalisation du café camerounais sur le marché mondial.

Trois facteurs expliquent les inquiétudes et les appréhensions que suscite le devenir du café en pays bamiléké : la rémunération insuffisante des producteurs depuis l'introduction de cette culture sur

les hautes terres de l'Ouest du Cameroun, la dégradation agronomique du verger qui se traduit par la baisse des rendements et de la production, et la détérioration de la qualité du café ainsi que sa faible compétitivité sur un marché international de plus en plus exigeant.

Nous présentons ici des éléments de réponses aux interrogations soulevées par d'autres études sur le devenir même de l'Arabica face à la montée en puissance de ce que certains auteurs ont appelé les « cultures de substitution ou cultures alternatives » [1, 2].

Les données ont été collectées au cours des enquêtes annuelles de l'équipe de l'OCISCA (Observatoire du changement et de l'innovation au Cameroun) auprès d'un échantillon de 350 chefs de ménage dans la chefferie Bafou et de 150 chefs de ménage dans 5 des 7 départements bamilékés de la province de l'Ouest du Cameroun. D'autres données ont été obtenues auprès de 400 producteurs dans le cadre d'une étude sur « l'évaluation de l'impact de la dévaluation du F CFA sur la production du café Arabica, du haricot vert, de la pomme de terre et du vin de raphia dans la province de l'Ouest du Cameroun ». Une troisième série de données provient des études MOCA (Montagnes et Café) menées dans 153 exploitations de café Arabica de la chefferie de Bafou. Des données qualitatives recueillies auprès des responsables des structures de production et de commercialisation du café et de certains producteurs de la région ont complété l'ensemble.

### Faible rémunération des producteurs et insuffisance des investissements agricoles

Malgré la hausse du prix du café versé aux producteurs qui a suivi la dévaluation du F CFA en 1994, leur rémunération n'a jamais atteint un niveau suffisant pour favoriser des investissements susceptibles d'amener la production camerounaise de café Arabica à son niveau record des années 70 (30 000 tonnes).

Le relèvement des prix observé depuis la campagne 1993-1994 est plutôt lié à une conjoncture internationale favorable, caractérisée entre autres par l'effet mécanique de la dévaluation du F CFA, la politique de rétention pratiquée par l'Association des pays producteurs de café (APPC) et le retour des négociants sur le marché à terme à la suite de la baisse des stocks dans les pays consommateurs. C'est ainsi qu'au niveau de la centrale coopérative de la région, les prix payés aux producteurs sont passés de 250 F CFA/kg en 1993 à 1 250 F CFA/kg en juin 1998. Jusqu'à la libéralisation effective de cette filière, la politique des prix pratiquée par les autorités camerounaises était loin d'être favorable au producteur. Au Cameroun, en effet, le producteur de café Arabica subit le poids d'une politique fiscale où les augmentations de prix des intrants et la création de

E. Hacheu Tchawe : Université de Dschang/FLSH, Projet OCISCA/JCAD, BP 394, Dschang, Cameroun.

Tirés à part : E. Hacheu Tchawe

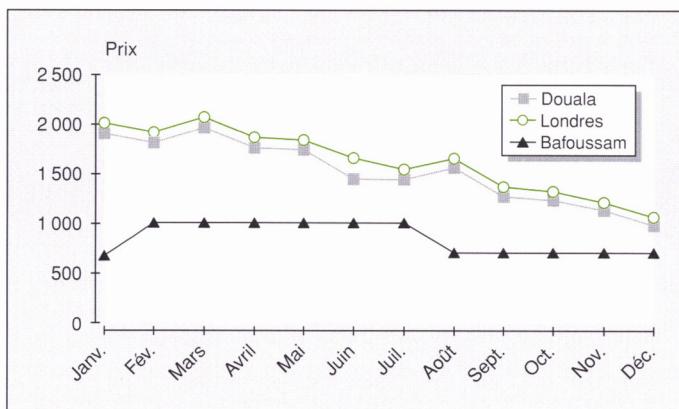


Figure 1. Niveau de rémunération des producteurs de café bamiléké en 1995.

Figure 1. Coffee income levels in the Bamileke region in 1995.

## Dégradation agronomique des exploitations

Les exploitants n'ont pas pu disposer d'une trésorerie de réserve suffisante pour moderniser la production et relancer la production de café, réduite par la dégradation avancée du verger et la rareté de nouvelles terres cultivables, notamment dans les zones de forte densité de population comme la Ménoua, les Bam-boutos ou la Mifi. Dans les départements méridionaux du Haut-Nkam et du Ndé, où la pression démographique est moins forte, les conditions pédologiques ne sont pas très favorables à la culture de l'Arabica, tandis que dans le Noun, les grandes plantations caféières de l'époque coloniale se rétrécissent au profit des nouvelles cultures de spéculation tel le haricot vert.

L'exiguïté des parcelles, le morcellement des terres à chaque succession, la réduction excessive des superficies destinées au café par unité de production et la surexploitation des sols constituent des obstacles majeures à la culture du café en pays bamiléké. La disproportion entre la petitesse des exploitations et le nombre de bouches à nourrir (1 ha de superficie moyenne pour 13 personnes par ménage) impose de fait une exploitation continue des terres et, partant, l'abandon de la jachère et l'appauvrissement des sols en matière organique. L'arrêt de la double subvention de l'État et de l'UCCAO et, surtout, la dévaluation du F CFA ont

nouveaux impôts annulent les effets positifs du relèvement des cours sur le marché international. Cette politique, liée aux engagements envers les créanciers internationaux, diminue la rémunération du producteur et, partant, sa capacité d'investissement.

Le tableau 1 illustre cette politique. La taxe sur le chiffre d'affaires (TCA) et celle sur la valeur ajoutée (TVA), de l'ordre de 16,5 %, entrées en vigueur depuis l'exercice budgétaire 1995-1996 dans le cadre de la réforme fiscal-douanière en zone UDEAC (Union douanière et économique de l'Afrique centrale) ont alourdi les frais de transport et ont fait baisser encore plus les prix aux producteurs (figure 1). La part restituée au planteur sur les recettes d'exportation est insuffisante (23 % environ du prix FOB) [3].

Les véritables bénéficiaires de la filière sont l'État et les intermédiaires [4]. La répartition des dépenses des ménages est dominée par l'alimentation (21 %), la santé (20 %) et l'éducation des enfants (19,5 %). Et si la part des revenus allouée à la production représente à peine 11 % des dépenses totale, les investissements agricoles ne comptent que pour 22 % dans ce poste [5]. Les entreprises coopératives, comme l'UCCAO, ou para-publiques, tel l'ex-Office national de commercialisation des produits de base (ONCPB), n'ont pas fait mieux que les planteurs, malgré l'importance des fonds qu'ils ont pu recueillir grâce à la commercialisation du café et du cacao. L'UCCAO a certes pris une part importante dans le financement des projets de développement rural de la province de l'Ouest, participant pour 1,8 milliard de F CFA au financement du Projet de développement rural de la province de l'Ouest (PDRPO), soit 8 % du financement de ce projet dont le coût

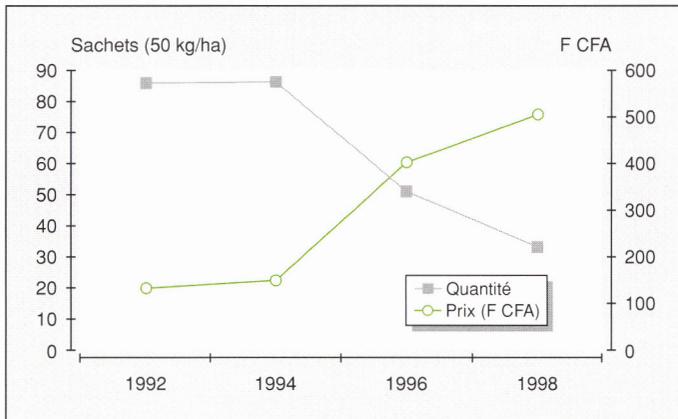
total était de 55,7 millions de dollars américains. Mais on sait aussi que, jusqu'à la coupure du cordon ombilical entre ces structures et l'État, les fonds de stabilisation ont surtout servi au financement du parti de l'État ou à la construction d'infrastructures (routes, écoles, dispensaires, etc.). L'analyse de l'évolution des ressources et de leur emploi durant la période faste allant de 1980 à 1985 montre que les surplus dégagés par les grandes filières exportatrices ont été très peu investis dans la production, et moins encore dans la transformation des produits. La question de savoir jusqu'à quand le sous-secteur du café Arabica pourra survivre à une politique gouvernementale fondée sur la maximisation des prélèvements fiscaux reste d'actualité. Toutefois, c'est l'analyse de la situation agronomique du verger qui rend le mieux compte du déclin de la caféiculture en pays bamiléké.

Tableau 1

Situation des caféières Arabica en pays bamiléké entre leur date de création et 1998 (d'après Zambo Manga [6])

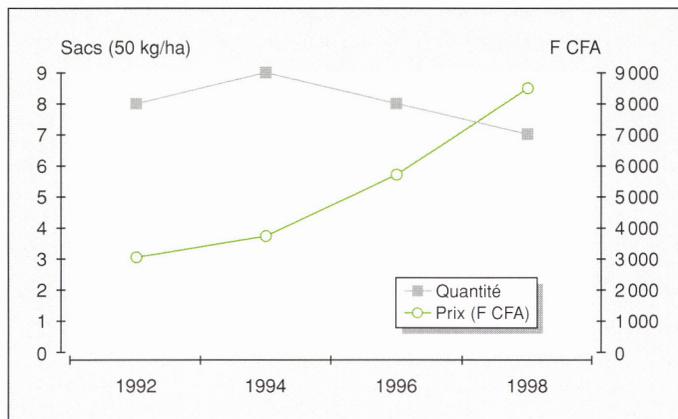
Quartier	Nombre de pieds		Taux de disparition	
	À la création	Disparus	En 1997	(%)
Levet	3 500	400	3 100	11,43
Tsinfou	44 803	26 151	18 652	58,37
Tsingbeu	15 915	10 555	5 360	66,32
Ziefeng	3 350	950	2 400	28,36
Zinkap	16 305	7 795	8 510	47,81
Zinkop	6 493	4 693	1 800	72,28
Total	90 366	50 544	39 822	55,93

The situation of Arabica coffee plantations between the planting date and 1998.



**Figure 2.** Évolution moyenne des prix et des quantités des produits phytosanitaires utilisés par planteur en pays bamiléké.

**Figure 2.** Coffee price patterns and quantities of some pesticides used by producers in the Bamileke region.



**Figure 3.** Évolution des prix et des quantités des engrais chimiques utilisés en pays bamiléké.

**Figure 3.** Price patterns and quantities of fertilizer used in the Bamileke region.

en 1990, quand les prix payés aux producteurs ont atteint leur niveau le plus faible (250 F CFA/kg), et a atteint son paroxysme en 1992. L'État a dû recourir aux fonds du STABEX pour payer les arriérés dus aux planteurs.

En réaction à l'augmentation sensible des prix aux producteurs qui a suivi la libéralisation totale des filières café et cacao et à la dévaluation du F CFA, on a observé, de la part des grands exploitants, une tentative de relance de la production du café Arabica en pays bamiléké avec l'amélioration des travaux d'entretien des plantations, une timide régénération des caféières ou la création de nouvelles pépinières. Ces tentatives n'ont pas fait augmenter substantiellement la production qui aurait pu relever le défi de la qualité et de la compétitivité

## Exigences des torréfacteurs et des consommateurs : le défi de la compétitivité

Avec la hausse des prix du café dit pur Arabica, on constate, dans certains pays consommateurs (Europe du sud et France en particulier), que les torréfacteurs s'orientent vers de nouvelles formules pour faire baisser leurs coûts de produc-

remis en cause l'intensification et la modernisation de cette agriculture, les petits planteurs, de loin les plus nombreux, ayant diminué leurs achats d'engrais (figures 2 et 3). La production annuelle moyenne par planteur se situe autour de 400 kg/an et les rendements observés ces dernières années se situent autour de 133 kg/ha contre 250 kg/ha pour les meilleures années (les rendements vietnamiens oscillent entre 1 et 1,5 t/ha). L'âge des caféiers (28 ans en moyenne en 1998), la médiocrité des travaux d'entretien et de la pratique généralisée de l'association des cultures (café-cultures vivrières ou maraichères) est caractéristique du système. Cette faiblesse structurelle a été mise en évidence au début des années 90, le développement des cultures vivrières et maraichères pour compenser la baisse des revenus enregistrés sur les ventes de café se faisant aux dépens de la caféiculture. Les femmes, les jeunes et les petits exploitants ont cessé de croire au café. Plus de 85 % d'entre eux ont limité le recours à la main-d'œuvre salariée au détriment de la taille et du recépage, les fertilisants chimiques ou organiques étant surtout utilisés sur les cultures vivrières et marai-

chères. L'importance du nombre de pieds de caféiers arrachés depuis 1990 (en moyenne, 837 pieds par planteur avec un maximum de 6 000 pieds) illustre le déclin de la culture du café Arabica (tableau 1). Cette psychose a commencé

## Summary

### The decline of Arabica coffee production in the Bamileke region of Cameroon

E. Hatheu Tchawé

*Despite the important role that Arabica coffee played in the development of western Cameroon, this crop is currently declining in the region. The absence of a plantation regeneration policy and the decline in the quality of the product have eroded the competitiveness of the product on world markets. The volatility of Arabica coffee prices and producers' income uncertainty have substantially complicated the situation. Producers have been forced to abandon coffee in favour of more profitably promising activities. The decline in Arabica coffee production was accelerated in western Cameroon as a result of increased population pressure on land resources. Arabica coffee production seems to have reached its expansion limit and its contribution to household incomes has been dropping. The economic future of this part of the country could thus depend on the dynamism of small-scale entrepreneurs.*

Cahiers Agricultures 1999 ; 8 : 498-502.

tion en réalisant un mélange Arabica/robusta, tant en café soluble que moulu. Ils répondent au goût des consommateurs qui préfèrent un café aromatisé et corsé. Le robusta étant moins cher, il s'ensuit, sur le marché mondial, une augmentation de sa demande au détriment de l'Arabica. Par ailleurs, les grands torréfacteurs ont élaboré de nouvelles techniques qui permettent de fabriquer un café torréfié de bonne teneur aromatique à partir d'un café vert de qualité très variable. La consommation d'Arabica devrait par ailleurs baisser en raison de la concurrence de plus en plus vive d'autres boissons dans les grands pays traditionnellement consommateurs de café.

Pour continuer à se maintenir sur le marché international, l'Arabica camerounais devrait donc présenter des avantages comparatifs certains, soit en termes de volume de production, soit en termes de qualité, pour s'imposer aux consommateurs et aux torréfacteurs. Or, le Brésil et la Colombie dominent l'offre mondiale de cette variété de café et détiennent plus de 44 % de parts du marché, (26 % pour le Brésil et 18 % pour la Colombie). L'évolution des cours sur les différents marchés à terme est par conséquent tributaire des appréciations des spéculateurs et des opérateurs couvrant la production dans ces pays [7]. Le Cameroun n'est pas un très gros exportateur de café Arabica (à peine 3 % des exportations mondiales). Rangé dans la catégorie « autres doux », son Arabica joue plutôt un rôle d'appoint sur le marché mondial. Le net redressement des ventes camerounaises depuis la campagne 1995-1996 ne compense pas la chute des exportations qui ont été divisées par 5 ces dernières années. En 1997, les ventes ont augmenté de 5 % au Brésil, 9,4 % en Colombie, 40 % en Indonésie, 51 % en Ouganda et 28 % au Mexique.

La diminution progressive de la part de la production caféière livrée à l'UCCAO (tableau 2) résulte de la libéralisation du commerce de ce produit avec, depuis 1994, une prolifération des acheteurs et des exportateurs de café au Cameroun (environ 200). La dégradation de la qualité de l'Arabica camerounais est perceptible sur le marché international depuis septembre 1995 avec une décote très sensible (figure 4). À partir de cette date, un augmentation des procédures d'arbitrage pour non-conformité sur les produits du Cameroun et une baisse des ventes à terme au profit des ventes « spot » (achat à vue après la récolte et au

**Tableau 2**

**Évolution des prix (en francs courants), de la production moyenne de café Arabica par producteur et de la part commercialisée par de l'UCCAO (données CAPLAME et enquêtes MOCA)**

	1992	1994	1996	1998
Production (kg)	406	357	329	400
Prix (F CFA/kg)	250	269	1 000	989
Part UCCAO (%)	95	85	82	71

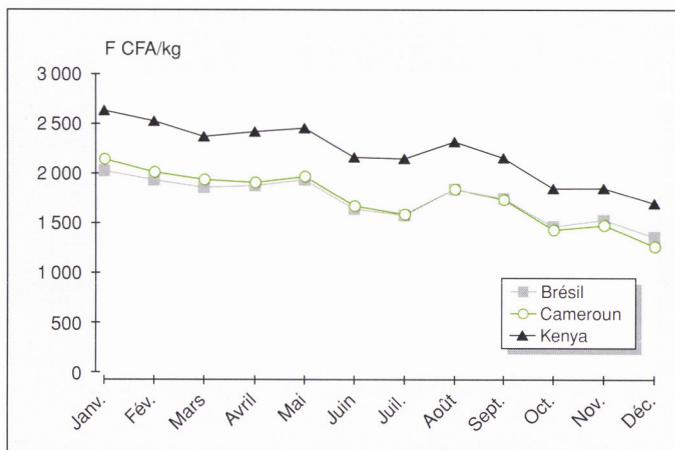
**Variations in Arabica coffee prices, production and UCCAO shares.**

cours du jour) ont été enregistrées. Quant à l'industrie de transformation, elle est obligée de travailler avec des produits qui ne correspondent pas aux normes requises. Certes, des mesures ont été prises récemment dans le sens de la réglementation du conditionnement, de la commercialisation du café, de la définition des qualités standard du café destiné à l'exportation et du renforcement du contrôle de qualité du café Arabica avant l'exportation, mais le défi principal à relever se situe au niveau du renforcement des organisations de producteurs, ce qui est rendu aléatoire dans une société bamiléké traditionnellement individualiste. La plantation de café Arabica a servi de levier financier pour développer des activités extra-agricoles dans une économie rurale fortement monétarisée mais elle a par ailleurs empêché cette société inégalitaire et hiérarchisée de faire sa « révolution sociale ». Les cadets sociaux

ont été contraints de chercher leur voie de réussite en dehors de la culture du café. On comprend en revanche que les planteurs mal rémunérés et mal organisés, longtemps dépendants de la coopérative, soient pratiquement privés d'influence au sein du Conseil interprofessionnel du café et cacao (figure 5).

## Conclusion

La crise de la caféiculture bamiléké n'est pas seulement conjoncturelle. Elle est également structurelle car toutes les conditions naturelles, humaines et financières qui lui conféraient un certain avantage comparatif se sont dégradées. Elle occupe une place à part dans le cycle de prospérité-déprise qui a émaillé l'histoire de la caféiculture bamiléké. Aussi, malgré le rôle déterminant que cette culture a joué dans le processus de développement socio-économique de la région, en dépit de l'attachement des vieux et des grands planteurs à « cet arbre à argent », il est évident qu'elle est entrée dans une phase de décadence irréversible. Les mesures prises dans le cadre de la restructuration des filières café et cacao n'ont pas suffi pour créer les conditions d'une relance durable de la production. Les stratégies élaborées par les producteurs pour sortir de la crise dessinent progressivement les contours et les caractéristiques de l'économie bamiléké pour les années futures. Compte tenu de la nécessité de réduire la dépendance à l'égard d'un produit dont l'avenir est incertain, il est impératif de diversifier l'économie vers d'autres secteurs d'activité. La recherche de nouvelles sources de



**Figure 4.** Évolution des cours du café Arabica sur le marché mondial en 1995 et décote du café camerounais.

**Figure 4.** Arabica coffee price patterns on the world market.

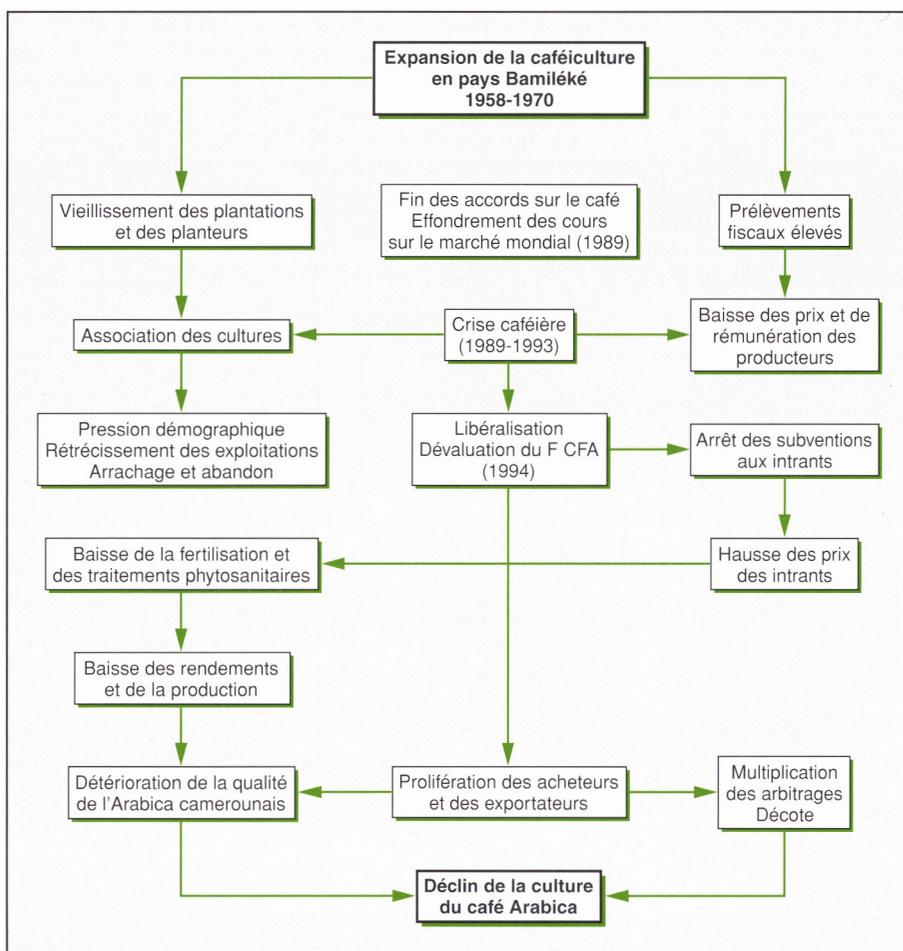


Figure 5. Décadence de la production du café arabica dans l'ouest du Cameroun.

Figure 5. The decline of arabica coffee production in western Cameroon.

revenu monétaire – agricoles et extra-agricoles – constitue la preuve que la culture du café Arabica a atteint les limites agronomique et économique de son expansion en pays bamiléké et ne peut plus soutenir seule le développement économique de la région. Si elle devait encore subsister dans quelques grandes exploitations, elle devrait, tout comme les nouvelles filières exportatrices qui se mettent en place, relever le défi de la compétitivité dans le contexte de la mondialisation des échanges. Les opérateurs de la filière devraient agir avec prudence, sang froid et doigté pour espérer lui donner un nouveau souffle. Pour la reformulation de cette économie, les décideurs politiques, les organisations non

gouvernementales et les agences internationales de développement devraient tenir compte du dynamisme et de l'expansion des petits métiers qui assuraient, en 1998, près de 60 % des revenus des ménages des planteurs de cette région dont la population a démontré son sens des affaires ■

## Références

1. Tchouamo IR. Les impasses des stratégies de substitutions chez les planteurs de l'Ouest du Cameroun. In : Courade G, éd. *Le village camerounais à l'heure de l'ajustement*. Paris : Karthala, 1994 : 344-53.
2. Grangeret-Owona I. Les nouvelles pratiques des exploitants agricoles bamiléké sous l'effet des ruptures anciennes et de la conjoncture actuelle. In : Courade G, éd. *Le village camerounais à l'heure de l'ajustement*. Paris : Karthala, 1994 : 112-27.
3. Langham MR, Kamajou F. Price policy in the Cameroonian coffee sub-sector with emphasis on Arabica: producers' returns versus government revenues. In : Langham MR, Kamajou F, eds. *Agricultural policy analysis in sub-Saharan Africa*. Gainesville : University of Florida Press, 1993.
4. Janin P. Un planteur sans État peut-il encore être un planteur ? *Pol Afr* 1996 ; 54 : 45-6.
5. Hacheu E. Une évaluation de l'impact de la dévaluation du F CFA sur la production agricole dans la province de l'Ouest du Cameroun. *Les dossiers du JCAD* 1998 ; 2 : 114 p.
6. Zambo Manga HJ. *Caféiculture et nouvelles structures d'encadrement des paysans : les enjeux d'un développement durable*. Mémoire de maîtrise. Dschang : Université de géographie, 1998.
7. Alary V. Le concept de « l'infériorité du marché » : l'exemple du marché du café Arabica camerounais. In : Courade G, éd. *Le village camerounais à l'heure de l'ajustement*. Paris : Karthala, 1994 : 98-111.

## Résumé

La culture du café arabica, qui a joué un rôle prépondérant dans le développement socio-économique de l'Ouest du Cameroun, est entrée dans une phase de déclin, faute de politique fiable de régénération du verger. L'insuffisance de la fertilisation et la dégradation de la qualité du produit n'ont pas permis d'en relancer la compétitivité sur le marché international. En outre, l'instabilité des cours internationaux et les incertitudes sur les revenus ont poussé les producteurs à délaisser la culture du café arabica, déclin qui s'est accéléré compte tenu de la crise économique et de la pression démographique sur les ressources foncières. À l'Ouest du Cameroun, le café Arabica a atteint les limites de son expansion et sa part dans les revenus des ménages baisse. Ne devra-t-on pas compter sur le dynamisme des petits métiers pour relancer cette économie ?